

## The Legal News.

VOL. V. DECEMBER 30, 1882. No. 52.

### MUTILATION OF WILL.

A strange case of admitting the torn fragments of a will to probate has just been decided in England. In *Wells v. Waight* (Prob. Div., Nov. 3, 1882), the testator was an engineer on a channel steamer. In 1876 he made his will leaving everything to his wife, and he confided the document to her keeping. Some time afterwards, in the course of a conjugal quarrel, the wife, in a passion, tore the will into shreds, and tossed them into the fireplace. The husband picked them up and placed them in an envelope which he carried in his pocket. He subsequently told his wife that he would get the will put straight again. In June, 1881, the husband died of smallpox in his berth on board the steamer, and the fragments of the will were found in the envelope in his pocket. The Court admitted the will to probate, notwithstanding the opposition of the children. The ground of the decision was, that, though the presumption of law is that if a will be found in a testator's possession in a mutilated condition, it was not intended to be renewed by him (*Lambert v. Lambert*, 3 Hagg. 568); yet under the circumstances, the presumption was rebutted by its being shown that the testator had not himself mutilated it, and also that he had no *animus revocandi*.

### STAMPS ON PROMISSORY NOTES.

We thought that we had heard the last of a very unpleasant class of cases. But in a recent number of the *Canada Law Journal* (vol. 18, p. 438) a case of *Bradley v. Bradley* is reported, in which the Judge of the County Court of the County of Victoria had to pass upon a very curious difficulty. To an action on two promissory notes, the defendant pleaded want of stamps. The plaintiff replied, alleging double stamping since the passing of 45 Vic. cap. 1. To this reply the defendant demurred, the fourth ground being that 45 Vic. cap. 1, repealing the Stamp Act, took away the right to double stamp, and if the note was void at the

time of the passing of that Act there was now no authority to make it good. The County Court Judge maintained this demurrer. The Judge observed: "It is certainly very unfortunate that a statute of so much importance should have been framed with so little attention to the consequences of some of its provisions. It is said that the last will of a party is to be favorably construed, because the testator is *inops consilii*. That we cannot say of the Legislature, but we must say that it is "*magnas inter opes inops*." So that the repeal of the Stamp Act has had the singular effect of depriving the owner of a note void for want of stamps at the time of the passing of the repealing Act, of the privilege of making it good, by affixing double stamps, as was formerly allowable.

### NOTES OF PUBLICATIONS, &c.

THE AMERICAN LAW REVIEW, December, 1882, Little, Brown & Co., Boston.

An announcement appears in the December number that the *American Law Review* has been transferred to the publishers of the *Southern Law Review*, St. Louis. The two publications will be merged into one, which will bear the old title of "The American Law Review," and will retain "all the best features of the two Reviews." The *American Law Review*, during the past sixteen years, has occupied a very prominent place in the legal literature of the United States, and has been conducted with marked ability and vigor. The mantle of the departed Review, however, has fallen upon a worthy successor, and we may expect to see the promise of the prospectus honorably fulfilled. But what say the New England bar to this injunction to "go West" for their legal literature?

THE CRIMINAL LAW MAGAZINE. F. D. LINN & Co., Jersey City.

The November number brings volume III of this publication to a close. The *Criminal Law Magazine* is admirably managed, and keeps the profession well informed with regard to all important criminal decisions, the leading cases being reported in full, and the rest embodied in an alphabetical digest which appears in each issue.

THE QUEBEC LAW DIGEST, by Mr. C. H. Stephens, B.C.L., Advocate.

Part III., which has just been issued, completes the second volume of this useful publication, comprising over 400 pages.

## NOTES OF CASES.

## COUR SUPÉRIEURE.

MONTRÉAL, 31 Octobre 1882.

Coram JETTÉ, J.

C. H. LEMONIER v. E. L. DEBELLEFEUILLE.

*Bail—Locateur et Locataire.*

JUGÉ: 10. *Que le locateur est tenu de donner une possession complète et utile de l'héritage loué avant de pouvoir forcer le preneur de remplir aucune de ses obligations. Ainsi le locateur ne pourra opposer à son locataire qui demande la résiliation du bail parce que l'immeuble ne lui a pas été livré tel que convenu, que le locataire n'a pas en rentrant en possession garni les lieux tel que le veut la loi;*

20. *Que dans un bail d'un immeuble cette clause: "Et il est expressément convenu que le dit bailleur sera tenu: 10. de faire nettoyer le puits et d'y poser un appareil pour y puiser de l'eau," implique nécessairement l'obligation de mettre le puits en question en état de fournir l'eau nécessaire pour l'exploitation de la maison louée, et qu'à défaut de remplir cette obligation, le locataire peut faire résilier le bail et faire condamner le locateur aux dommages en résultant;*

30. *Que le notaire qui a fait le bail ne peut être examiné pour prouver ce qui s'est passé lors de la confection de l'acte, et qui n'apparaît pas par l'acte lui-même.*

Le jugement élaboré qui suit fait suffisamment ressortir tous les faits de la contestation en cette cause.

*Autorités pour le demandeur:* 1 Pigeau, Procédure du Châtelet, page 337.

*Pour le défendeur:* 1 Larombière, page 617; Demolombe, Vol. 25, p. 4, No. 4; Laurent, Vol. 24, page 169, Nos. 169, 170, 171; Troplong, Vente, Vol. I, Nos. 310, 312, 314.

PER CURIAM. "La Cour après avoir entendu les parties par leurs avocats sur la réponse en droit des demandeurs à la seconde exception du défendeur et sur le fond du litige mû entre les dites parties, pris connaissance des écritures par elles faites pour l'instruction de leur cause, examiné leurs pièces et productions respectives, entendu et dûment considéré la preuve et sur le tout délibéré;

"Considérant que par bail en date du 30 juin 1882, le défendeur a loué aux demandeurs, pour le terme de dix mois, à compter du mois

de juillet alors prochain, un immeuble décrit comme suit: "Un emplacement situé au Co-  
"teau St. Pierre, en la municipalité de la pa-  
"roisse de Montréal, étant les lots de terre  
"connus sous les numéros trente, trente et un,  
"cent quinze et cent seize de la sub-division  
"du lot numéro cent quatre-vingt-un (No. 181,  
"30, 31, 115 et 116) du Cadastre de la muni-  
"cipalité de la dite paroisse de Montréal; avec  
"une maison en bois à deux étages, étable et  
"autres dépendances dessus construites."

"Et que ce bail a été ainsi fait moyennant la somme de \$208.33 $\frac{1}{2}$  pour le terme susdit, et que par le dit bail le défendeur s'est expressément obligé de faire nettoyer le puits, se trouvant sur le dit emplacement et d'y poser un appareil pour y puiser de l'eau.

"Considérant que les preneurs au dit bail se plaignent maintenant de ce que bien que le défendeur ait fait nettoyer le puits sus-mentionné et y ait fait poser un appareil pour puiser de l'eau, le dit puits leur est néanmoins complètement inutile, attendu qu'il n'y vient pas d'eau, et que sans eau la maison louée est inhabitable;

"Considérant que les dits preneurs allèguent en outre qu'à raison de cette absence d'eau ils ont perdu la sous-location de la dite maison au prix qu'ils payaient eux-mêmes; qu'ils ont encouru pour leur eménagement des frais s'élevant à \$56; et que par la résiliation du bail ils perdront la récolte du terrain loué s'élevant à \$200; et qu'à raison de ce que dessus les preneurs concluent à ce que le défendeur soit condamné: 10. A mettre le puits en question en état de leur fournir l'eau nécessaire; 20. qu'à défaut de ce faire le bail soit résilié et le défendeur condamné à leur payer \$256 pour perte de récolte et frais par eux encourus; et 30. que si le puits est réparé et mis en état de fournir de l'eau, les demandeurs soient alors déclarés affranchis de tout loyer pendant le temps qu'ils auront été privés d'eau, et le défendeur en ce cas condamné seulement à \$3 frais d'un protêt le mettant en demeure de fournir l'eau requise;

"Considérant que le défendeur a plaidé à cette cause:

10. Qu'il n'a jamais garanti qu'il y aurait de l'eau dans le puits en question, mais qu'au contraire, il a été convenu lors du bail que s'il n'y avait pas d'eau dans le puits les demandeurs construiraient une citerne dans la cave de la maison louée;

20. Que les demandeurs n'ont jamais garni les lieux loués de meubles suffisants pour en garantir le loyer, et qu'en conséquence n'ayant pas rempli leur part d'obligation ils sont mal fondés à demander au défendeur d'exécuter la sienne ;

30. Que l'action est vexatoire étant intentée par des étrangers au pays, sans ressources, ni responsabilité ; que d'ailleurs conformément à une autre stipulation du bail le défendeur a fait mettre des dalles et dalleaux au toit de la cuisine et du hangar, pour assurer aux demandeurs l'eau des pluies, et que ceci a suffi à leurs besoins ; de plus qu'il y a une source dans le voisinage suffisante pour leur procurer l'eau nécessaire et qu'ils n'ont souffert aucun dommage ;

40. Enfin le défendeur est prêt à consentir à la résiliation du bail pourvu que les autres conclusions des demandeurs soient renvoyées.

“ Considérant que les demandeurs, tout en niant dans leurs réponses générales les faits allégués par le défendeur, ont spécialement répondu en droit à la seconde exception, disant qu'ils ne pouvaient être tenus de garnir les lieux avant d'en avoir la possession pleine et entière, et en bon état de réparation ; et que par le défaut du défendeur ils ont un droit acquis à la résiliation du bail ; et que cette réponse en droit a été réservée pour adjudication en même temps que sur le fond du procès.

“ Adjugeant d'abord sur la réponse en droit ;

“ Considérant que les termes du bail sus-cité impliquent nécessairement l'obligation pour le défendeur de mettre le puits en question en état de fournir l'eau nécessaire pour l'exploitation de la maison louée ; que tant que cette obligation n'était pas remplie les preneurs n'avaient pas une possession complète et utile de l'héritage loué, et n'étaient pas tenus d'accomplir les obligations par eux prises au dit bail ; et que par suite la demande est bien fondée en droit ;

Maintient la réponse en droit des demandeurs à la seconde exception du défendeur, et en conséquence renvoie la dite exception avec dépens.

“ Adjugeant maintenant sur le fond ;

“ Considérant que le défendeur n'a pas prouvé la modification par lui alléguée de l'obligation prise au bail au sujet du puits, et que la convention additionnelle, impliquant aban-

don par les demandeurs de l'obligation de fournir un puits donnant de l'eau, n'a pas été établie ;

“ Considérant en conséquence que l'obligation prise par le défendeur reste entière et complète ; qu'il est établi en preuve que le puits en question ne fournit pas d'eau ; que l'usage de l'eau dans toute maison habitée est de première nécessité, et que l'inexécution de l'obligation du défendeur à cet égard donnait en conséquence ouverture au recours exercé dans l'espèce.

“ Considérant qu'il est prouvé en outre :

10. Que les frais du bail, déménagement et protêt encourus par les demandeurs sont de \$10.50 ;

20. Que la récolte de fruits à cueillir sur l'immeuble loué, aurait pu rapporter, prise sur le champ, et déduction faite de tous travaux, une somme de \$108.75 ;

30. Que les demandeurs avaient trouvé à sous-louer la moitié de la maison louée à raison de \$100, diminuant ainsi leur loyer d'autant et s'assurant un bénéfice correspondant, mais que cette sous-location n'a pas eu lieu à raison de l'état du puits en question ;

40. Enfin que par leur occupation de l'autre partie de la maison louée, au taux de location stipulé, les demandeurs auraient retiré du dit immeuble, pour leur propre logement une valeur de \$100, et que toutes les dites sommes forment réunies un total de \$319.25 que les demandeurs auraient en partie retirée du dit immeuble et qu'ils ont pour l'autre partie dépensé à raison du dit bail ;

“ Considérant en conséquence que les dites sommes forment pour le cas de résiliation du bail susdit un chiffre de pertes et dommages s'élevant à \$319.25 comme susdit, mais que de ce chiffre il convient de déduire le montant du loyer payable par les demandeurs, savoir : \$208.33½, ce qui ne laisse en faveur des demandeurs qu'une balance de \$110.90 courant, qui est la seule créance que les demandeurs puissent éventuellement réclamer du défendeur ;

“ Considérant enfin que les allégations de la troisième exception du défendeur ne sont pas prouvées ;

“ Renvoie les exceptions et défenses du dit défendeur et en conséquence le condamne à faire faire sous 15 jours de la présente sentence les travaux nécessaires pour mettre le puits creusé sur le dit emplacement loué par lui aux

demandeurs en état de fournir à ces derniers l'eau nécessaire pour les besoins de l'occupation de la maison louée, et à défaut par le défendeur de se conformer au présent jugement dans le délai susdit, déclare le dit bail passé entre les parties résilié et cassé à tous fins que de droit, et condamne le défendeur à payer aux demandeurs à titre de dommages leur résultant de l'inexécution des obligations du dit bail par le défendeur la somme susdite de \$110.90 avec intérêt de ce jour; mais dans le cas d'exécution par le défendeur des travaux sus-ordonnés, déclare simplement les demandeurs libérés à titre d'indemnité pour les dommages soufferts de tout loyer échu de la date du dit bail à celle de l'exécution et accomplissement des dits travaux, et ne condamne le défendeur en ce cas qu'au paiement de la somme de \$3 frais du protêt à lui signifié; mais le condamne dans tous les cas aux dépens distracts à Messieurs Barnard, Beauchamp & Creighton, avocats des demandeurs."

*Barnard, Beauchamp & Creighton*, pour les demandeurs.

*DeBellefeuille & Bonin*, pour le défendeur.

(J. J. B.)

#### SUPERIOR COURT.

SWEETSBURG, April 23, 1881.

*Before* PAPINEAU, J.

EMILY C. CUPPLES v. H. A. MARTIN et al.

*Legacy to children born and to be born.*

*A legacy to a person and her children born and to be born of her marriage is valid, even as regards children born of that marriage, that were neither born nor conceived at the time of the death of the testator.*

The late John Irish made his will the 11th February, 1854, by which he instituted his sister Emily Irish, wife of John Cupples, and her children born and to be born of her marriage with said Cupples, his universal residuary legatees, and died on the 5th December, 1855, leaving a farm which under his will became the property of his said legatees.

The plaintiff, issue of the marriage of Emily Irish and John Cupples aforesaid, was born 27th September, 1857, about three years after the decease of the testator.

In the year 1863, Emily Irish, authorized by her husband, sold the said farm to defendant H. A. Martin, who is now in possession of it.

This action, which is *en partage*, was brought by the plaintiff to recover her share therein as legatee under said will, as well as one of the heirs at law of two, brother and sister, who had previously died without issue and *ab intestat*.

The defendant H. A. Martin met plaintiff's *demande* with, among other pleas, an *exception en droit*, alleging that the plaintiff was neither born nor conceived at the time of the testator's demise, and could not recover.

*G. B. Baker, Q.C.*, for defendant H. A. Martin, cited Toullier and the commentators of the French Code.

The plaintiff demurred to this *exception en droit*; and *Amynrauld*, for plaintiff, cited C.C., art. 838; Codifiers' Reports, vol. 2, page 170, art. 90; Guyot, verbo *Légataire*, pages 44-46 and 53; Denizart, vo. *Institutes*, Justinien, Vol. 3, page 302; Beaubien, *Lois Civiles*, Vol. 2, pages 123 and 159; Pothier, *Substitution*, sec. 2, art. 2; Pothier, *Donations*, chap. 2, art. 5.

PER CURIAM. — "Considérant que le testateur nommé dans la demande, feu John Irish, a donné et légué, après certains legs particuliers, l'universalité et résidu de ses biens, meubles et immeubles à Dame Emily Irish, sa sœur, épouse de John Cupples et aux enfants nés et à naître du mariage de la dite Emily Irish avec le dit John Cupples, qu'il institua légataires universels du résidu de ses biens pour par eux en jouir, user, faire et disposer en pleine propriété en vertu de son testament en date du 11 février 1854, et que le dit testateur est décédé le 4 décembre 1855.

"Considérant que le dit legs est fait à personnes capables quant à la dite Emily Irish et aux enfants nés du dit mariage ou seulement conçus lors du décès du dit testateur, et que par le décès de ce dernier ceux qui étaient capables de recevoir ce legs ont été saisis légalement des biens légués, mais qu'ils n'en ont été saisis qu'à la charge de restituer à chacun des enfants à naître du dit mariage à mesure qu'il en naîtrait sa portion virile des biens légués et à la charge de partager avec ces derniers.

"Considérant qu'il est allégué dans la demande que la demanderesse ainsi que ceux dont elle réclame les droits sont nés du dit mariage, et que le dit testament doit avoir son effet plein et entier, et que l'espèce de substitution tacite créée en leur faveur par le dit testa-

ment n'est pas illicite, et que la demanderesse et ceux qu'elle représente existaient au temps où le dit legs a pris effet en leur faveur.

" Considérant que si depuis la promulgation de notre Code Civil, il peut se faire qu'on exprime du doute sur le droit de la demanderesse, à raison de la rédaction de l'article 838 du dit Code, ce doute n'était pas possible dans notre pays avant le Code, particulièrement dans le cas où le legs était fait à des enfants déjà nés, ainsi qu'à d'autres à naître ;

" La Cour maintient la réponse en droit faite par la demanderesse à l'exception péremptoire en droit plaidée par le défendeur Henry A. Martin, produite en cette cause, et fondée sur la prétention que la demanderesse et ceux dont elle réclame les droits en vertu du dit testament n'étaient pas nés ni même conçus lors du décès du testateur John Irish, et rejette la dite exception avec dépens distraits à Messrs. Lynch, Amyrauld & Fay, avocats de la demanderesse."

*Lynch, Amyrauld & Fay, attorneys for plaintiff.*

*Geo. B. Baker, Q.C., attorney for defendant, Martin.*

(T. A.)

#### SUPERIOR COURT.

MONTREAL, NOV. 25, 1882.

*Before TORRANCE, J.*

LORANGER, Atty. Gen. P.Q., v. THE MONTREAL TELEGRAPH CO.

*Action against corporation for forfeiture of charter—Provincial Attorney-General—C. C. P. 997.*

*Held, that the Attorney-General for the Province of Quebec had a right to petition, under C. C. P. 997, to have it declared that the Montreal Telegraph Company had forfeited its charter.*

This was a petition by the Attorney-General, under C. C. P. 997, praying that the defendants, for reasons given, should be declared to have forfeited their charter. The case was before the Court on the merits of an *exception à la forme* made by defendants on the ground that the proceeding should have been in the name of the Attorney-General of the Dominion of Canada, and not of the Attorney-General of the Province of Quebec.

PER CURIAM. By the Confederation Act of 1867, sec. 130, it was enacted that "until the Parliament of Canada otherwise provides, all officers

of the several Provinces having duties to discharge in relation to matters other than those coming within the classes of subjects by this act assigned exclusively to the Legislatures of the Provinces, shall be officers of Canada, and shall continue to discharge the duties of their respective offices under the same liabilities, responsibilities and penalties as if the union had not been made." So far, it would seem that the Attorney-General of the Province had authority to sue. We have next the Statute of Canada of 1868, Cap. 39. Section 3 enacts that the Attorney-General of Canada "shall have the regulation and conduct of all litigation for or against the Crown or any public Department, in respect of any subjects within the authority or jurisdiction of the Dominion." It is now to be remarked that the first statutes creating or extending the powers of the defendant, were provincial, passed by the late Province of Canada, and the chief office of the Company was at Montreal. Since confederation, two or three acts have been passed by the Dominion Parliament extending the powers of the company over other Provinces of the Dominion.

My conclusion is that the Provincial Attorney General has a right to petition as he has done, and that the exception should be overruled. It may be competent to the Attorney-General of the Dominion to intervene in this suit. Perhaps he should do so, but the power of the petitioner to present his petition should not be questioned.

Exception dismissed.

*J. E. Robidoux for petitioner.*

*Abbott, Tail & Abbotts for defendants.*

#### SUPERIOR COURT.

MONTREAL, DEC. 16, 1882.

*Before TORRANCE, J.*

O SHAUGHNESSY et al. v. HARVEY et al.

*Liquidation of Mutual Building Society—Distribution of Assets.*

*In the liquidation of a mutual building society, a resolution passed at a meeting of the borrowing members, to discharge those who within three months should pay 80 per cent. of their indebtedness, the overplus after paying the non-borrowing members in full, to be divided between the borrowing members, does not bind non-borrowing members who did not acquiesce in the resolution.*

This was a petition by five members of St. Bridget's Mutual Building Society, who set forth that they had all paid money into the Society previous to June, 1879; that at that date the Society went into liquidation; that the defendants were appointed liquidators and accepted the office; that the liquidators had in great measure realized the assets of the Society, and had in hand \$3,000; that by law the liquidators were bound from time to time to distribute said assets, and the only persons entitled to share therein were petitioners, and Andrew Cullen, John Curran, George Crutchlow; that the liquidators had not performed their duty in such distribution; wherefore, a mandamus directed to them, ordering that such distribution be made among said parties, was prayed for.

The plea of the liquidators said that if the parties indicated were entitled to share, they were not the only ones entitled to share in said assets; that the statutes providing for liquidation, 42 Vict. cap. 48, Canada, and 42-43 Vict. cap. 33, contained no enactment constraining the borrowing members or other debtors of the Society to pay back their loans or debts before maturity under the terms of the obligations entered into by such members or debtors; that section 4 of the Canada Statute, and section 18 of the Quebec Act, 42-43 Vic. c. 32, authorized the liquidators to dispose, either by private sale or by auction of the moveable and immovable property of the Society, including the debts due to it, and to compound and compromise with the Society's debtors, and to do whatever they might deem to be advisable in order to the liquidation on the most advantageous terms; that defendants called a meeting of borrowing members or debtors for the 11th August, 1879, and at that meeting it was agreed by resolution, to discharge the borrowing members who, within three months from that date, should pay 80 per cent. of the balance due by them, under the condition expressly contained in the resolution: "that should there be any overplus, after paying all the non borrowing members, dollar for dollar, as that was all they wanted, it (such surplus) would be divided amongst the borrowers, provided the borrowers would all pay up within three months from date, but if not paid up within three months from date, then the non-borrowers would receive bankable interest (four per cent.) on their amounts, and the balance, if any, divided between the borrow-

ers." That said resolution was a contract between the Society and the borrowing members; that a sufficient number of borrowing members paid to enable the defendants to pay the non-borrowing members who claimed to be paid, the amount of the money by them invested and paid, dollar for dollar, with interest from the date of entering into liquidation, at the rate of four per cent.; that said agreement with the borrowing members did not require the consent of the other members to be valid; but it was generally accepted and adhered to by the generality of the non-borrowing members, who accepted their money with four per cent. interest, the petitioners and said three members alone remaining unpaid of a balance of 15 per cent. of their money with interest as above; that the fund in the hands of the defendants in excess of said 15 per cent. and interest was held in trust for the borrowing members whose it was.

The plaintiffs demurred to a large portion of the plea on the ground that the resolution was passed at a meeting of the borrowing members only, and it did not appear that petitioners assented thereto, and it would not bind the Society. The petitioners also answered specially.

PER CURIAM. It appears to me to be a weak point in the defence that they should reserve a large portion of the funds for the benefit of the borrowing members and ignore the claims of the non-borrowing members. The resolution agreed to by the borrowing members may be binding on them, *conventio facit legem*, but it could not bind the Society generally, without its consent, which, so far as the petitioners are concerned, has not been given. The powers given to the liquidators are very large, and in this liquidation, I have nothing to say against the wisdom which inspired the settlement with the borrowing members, but it appears that they are themselves borrowing members, and are interested to maintain the settlement against the petitioners. The proper course, it appears to me, is to order a distribution of the funds not for the exclusive benefit of the petitioners, but according to the rights of all, for the benefit of all who are still members of the society.

Mandamus granted against defendants.

*Doherty & Doherty* for petitioners.

*Doutre & Joseph* for liquidators.

## SUPERIOR COURT.

MONTREAL, Dec. 13, 1882.

Before TORRANCE, J.

MCGIBBON ES QUAL. V. ABBOTT ES QUAL.

*Will—Power to divide among children—Exercise of power.*

*Where an estate was devised to A in trust, with power to divide among A's children in such proportion as A should appoint by his will, and in default of such appointment the estate to go to the children share and share alike; Held, that an appointment by will to certain of the children, to the entire exclusion of one, was not a valid exercise of the power, and the child excluded became entitled to an equal share.*

This was an action by the tutor of the minor child of the second marriage of John Octavius Macrae, to recover from the tutor of the children of his first marriage, one-fifth share of the estate left to said John Octavius Macrae. William Macrae, by the 12th clause of his will, declares as follows: "I give and bequeath unto my execu-

s, hereinafter named, for the use, benefit, and behalf of the children, issue of the present or any future marriage of my son John Octavius Macrae, one-third of the residue and remainder of my estate and succession, to have and to hold the same upon trust, firstly, to invest the proceeds thereof in such securities as to them shall seem sufficient, and from time to time to remove and re-invest the same, and during the life of my said son John Octavius Macrae, to pay the rents and revenues derived therefrom to my said son for his maintenance and support, and for the maintenance and support of his family; and secondly, upon the death of the said John Octavius Macrae, then the capital thereof to his children, in such proportion as my said son shall decide by his last will and testament; but in default of such decision, then share and share alike, as their absolute property for ever." William Macrae died in 1871, and John Octavius Macrae made his own will, so far as the present case is concerned, in the following words: "I will, bequeath, direct and appoint that my son John Ogilvy Macrae, and my three daughters, Lucy Caroline Macrae, Ada Beatrice Macrae, and Catherine Alice Lennox Macrae, shall be entitled equally share and share alike to the trust fund over which I have a power of appointment under my father's will." John Octavius

Macrae departed this life in 1881, and left not only the four children mentioned in his will as above, being the issue of his marriage with Dame Victoria St. George Ritchie, but also a fifth child, issue of his second marriage with Dame Mary Ann Jenaway. The pretension of the plaintiff was that by the above recited clause of the will of the late William Macrae, a fiduciary substitution was created in favor of all the children by the first or any subsequent marriage of the said John Octavius Macrae, and John Octavius Macrae had merely the power and right under the said will, to decide by his last will in what proportion the capital thereof should be divided among the said children, but had no right to exclude any one or more of the children from the benefits of the said substitution to which all were entitled. That the said John Octavius Macrae did not by his will make any proper division or distribution of the capital of said bequest, but decided that the same should be divided between the children of his first marriage alone, and neglected and failed to allot or give any share whatever in the said capital unto Humphrey G. E. Macrae, the fifth child, although the latter was well entitled to a share thereof, under the substitution created by the will of William Macrae. That in consequence of said illegal exclusion of Humphrey G. E. Macrae from the benefits of said disposition, the pretended division in the will of John Octavius Macrae was null and of no effect, and the said capital should by reason of the default of any valid decision in accordance with the terms of the will of William Macrae, be divided share and share alike, among all the children of John O. Macrae, and the plaintiff *es qualite*, should receive one-fifth thereof, as the share of Humphrey G. E. Macrae.

The pretension of the defendant was, that under the will of William Macrae, the executors received the one-third of the residue of the estate and succession of William Macrae upon trust, among other things, to pay, upon the death of John O. Macrae, the capital of said residue to the children of John O. Macrae, in such proportions as he should decide by his will; that by his will, said John O. Macrae, did decide upon the proportions in which the capital of said residue should be paid over to his children, to wit: in the proportions mentioned in plaintiff's declaration, and that John O. Macrae, according to the

true intent and meaning of said will of William Macrae, had the right to decide upon such portions in manner and form as he did so decide by his last will. That John O. Macrae was not bound or obliged under the terms of the will of William Macrae, and according to the true intent and meaning of the testator, to appoint, grant or bequeath by his last will, any portion of said capital to Humphrey G. E. Macrac, who is not entitled to any share or proportion thereof.

PER CURIAM. The construction to be put upon such a power as that given by the will of William Macrae to John Octavius Macrae has frequently been considered in England, and it was agreed that where power was given to appoint property, real or personal, among several objects, no one of the objects could be excluded, or some one or more of the objects of the power could not be excluded by the donee of the power from a share of such property, but it was also agreed that it was not necessary to give a substantial share of such property to each object of the power. This was the construction on the 30th July, 1874, and it frequently happened that instruments intended to operate as executions of such powers, were invalid in consequence of the donee of the power appointing in favour of some one or more of the objects of the power to the exclusion of the other or others of such objects, and the law was accordingly amended by the Imperial statute 37 & 38 Vic. c. 37. This enacted that no appointment which from and after the passing of this act should be made in exercise of any power to appoint any property among several objects, should be invalid, on the ground that any object of such power had been altogether excluded, but every such appointment should be valid and effectual notwithstanding that any one or more of the objects should not thereby or in default of appointment take a share or shares of the property subject to such power. The construction put upon such powers in England is not binding upon us, but as written reason, such construction is of the highest value. The question before us is one of pure construction, and I cannot do better than cite the words of Farwell's work on Powers, published in 1874. At p. 294 we read, "Each case must depend on the intention expressed in the particular instrument creating the power; no general rule can be laid down, except that the words 'all'

"and 'every' are mandatory, and make it necessary that each object should have a share, and that 'such' authorises exclusion, unless a contrary intention appears." Jessel, M. R., in *Veale's Trusts*, 4 L. R. Chan. Div. 65, says: "I have no doubt that is the law."

Looking then at the words employed by the testator, he made the bequest to the children of John Octavius Macrae, which may be regarded as the same as "all" the children, and he did not use the word "such" of the children as John Octavius Macrae might select. *Stotworthy v. Sancroft*, in 10 Jur. N. S., 762, is in point, and it is approved by Redfield on Wills, Vol. 1 of 4th edition, A.D. 1876.

The plaintiff will have judgment.

*R. D. McGibbon* for plaintiff.

*D. Girouard, Q.C.*, Counsel.

*H. Abbott* for defendant.

#### CIRCUIT COURT.

MONTREAL, March 15, 1882.

*Before* JOHNSON, J.

THE BURLAND LITHOGRAPHIC CO. v. BILAUDEAU.

*Recall of judgment.*

*Judgment of nonsuit obtained through the absence of plaintiff's attorney when the case is called, will be revoked on motion, if such absence be due to cas fortuit; but such motion must be made without delay.*

The motion to recall set up that the absence was unavoidable, and through no fault or negligence; that plaintiff's attorney reached the Court-room at 10.40 by the clock; that the cause was fourteenth on the roll; and the witnesses, &c., had been ready. Affidavit specializing the grounds accompanied the motion.

The Court, after *délibéré*, expressed disapproval of the current practice of "snapping judgments." After conference with other judges, and reference to a motion of a similar kind granted in the February term by Rainville, J., and more especially to a recent decision in Review, it appeared clear that nothing existed in our own law, nor in the analogies of France and England, to prevent the revocation asked for, and therefore the conformability of the request to general principles of justice makes it admissible. The form falls under 21 C.C.P. One objection alone presents itself. Judgment was rendered on the 18th—why had not the plaintiff moved the Court next morning?

Upon explanation that one clear day's delay had been given for the sake of strict form:

Motion granted, the plaintiff paying the costs of the day.

*W. D. Lighthall* for plaintiff.

*Mercier & Co.* for defendant.



# GENERAL INDEX TO SUBJECTS.

VOL. V.

	PAGES		PAGES.
ABANDONMENT OF PROPERTY under 764 C. C. P. ....	254	APPEAL, From interlocutory judgment, Stay of execution for costs. ....	239
ACCESSION, Rights of owner of material which has been used to form a thing of a new description. ....	185	Leave to appeal refused from interlocutory judgment ordering <i>preuve avant faire droit</i> . ....	378
Timber manufactured into logs. ....	421	To the Privy Council from the Supreme Court. ....	401
ACCOUNTANT, Reference to. ....	247	APPOINTMENT, of Lieut.-Governor Aikins. .	320
ACTION, Against Justice of the Peace. ....	32	ASSAULT, Indecent. ....	120
<i>En démolition de nouvel œuvre</i> . ....	187	ASSEMBLY, Unlawful. ....	265
For forfeiture of charter. ....	429	ASSESSMENT for footpaths. ....	76
Interest, to give right of. ....	171	ASSIGNEE, Liability of surety of official assignee when appointed creditors' assignee. ....	338, 339
To rescind transfer by corporation of franchises, may be brought by shareholder in his own name. ....	12	ATTORNEY, Compromise of suit by. ....	424
To enforce a promise of sale of an immovable is a personal action. .	402	ATTORNEY'S COSTS, Where settlement is made between the parties. ....	378
ADULTERY, Evidence of. ....	106	Purchase of matter in suit from client. ....	392
ADVERTISEMENTS as nuisances. ....	104	ATTORNEY GENERAL (Provincial), Jurisdiction of. ....	429
ADVOCATE, Action for fees. ....	153	AUCTION, Strange custom. ....	160
ADVOCATES' LIBRARY. ....	377	AUTREFOIS ACQUIT, Plea of. ....	92
ALIENATE, Prohibition to. ....	120	BAIL. ....	160
ALIMENTARY ALLOWANCE, Liability of grandchildren. ....	373	BALLANTINE'S (Serjeant) EXPERIENCES. ....	233
Usufruct of moveable property declared by will to be inalienable. .	374	BANK OF ENGLAND NOTE, Alteration of number makes it void. ....	385
AMATEUR LEGISLATION. ....	56	BANK, Right of pledge, where goods are not sold within six months. ....	263
AMERICAN LAW REVIEW. ....	425	BAR DUES, Arrears of. ....	124
ANECDOTES, A prudent precaution. ....	247	BENCH, Independence of the. ....	114
Danger of taking things for granted	248	BILL, Alteration of date of acceptance. ....	183
Dangerous information. ....	416	BILL OF LADING. ....	149
Dexterity of Lord Abinger. ....	360	Assignment of portion of goods. .	6
Quotations. ....	248	BISHOP, Roman Catholic, Authority of. .	51
Sir Fletcher Norton. ....	304	BLACKSTONE'S COMMENTARIES, by Dr. Ewell.	305
ANNUITIES. ....	329	BODY, Disposal of dead body. ....	136
APPEAL, Decisions in Q. B., 1881. ....	49	BODY-SNATCHING, The laws against. ....	185
Discretion of Court. ....	421	BORNAGE. ....	144
Failure to give security. ....	135		
From Supreme Court. ....	153		
From interlocutory judgment	134, 135, 142, 239		

BRADLAUGH CASE.....	410	CONTRACT, Certificate of engineer as to work done.....	418
BROOKS (Mr. Justice), Address to.....	384	For sale of goods, Breach authorizing rescission.....	24
BUILDING AND INVESTMENT ASSOCIATION, Incorporation of.....	116	For towage.....	135
BUILDING SOCIETY, Transfer of shares after liquidation of.....	171	Gambling.....	290
CANADA AGRICULTURAL INSURANCE Co., Liquidation of.....	23	No term fixed for completion of work	194
CAPIAS, Affidavit for.....	404	Time for delivery.....	163
Bail under C. C. P. 824.....	254	CONTRACTOR, Liability for negligence of..	393
Intent to defraud.....	359	CONTRAINTÉ PAR CORPS.....	240
CARRIER, Liability of.....	6	CONTRIBUTION, Jettison of deck cargo.....	24
Liability of, for lost baggage.....	71	CONTRIBUTORY NEGLIGENCE.....	404, 410
Liability of proprietor of ferry for property in his charge.....	179, 362	COPYRIGHT, Exhibited play may not be reproduced from memory.....	408
Contract limiting liability not presumed to include loss from carrier's negligence.....	383	COPYRIGHT IN BOOKS.....	321
Passenger injured in leaving moving train.....	384	CORPORATION, Director's duties to.....	344
CERTIORARI.....	381	Transfer of franchises and special privileges.....	12
CHARTER PARTY.....	124	Of Montreal, power to license and regulate junk stores.....	201
CHEQUE given for price of land.....	130	CORPORATIONS, Boone's Manual.....	25
CHOSE JUGÉE, No action of damage for alleged false affidavit in a suit.....	266	COSTS, Expropriation.....	119
Plea of, where delay for appeal from the judgment has not expired.....	292	Of attorney, where parties have settled.....	378
CIRCUIT COURT, Jurisdiction of.....	72	Opposition by unregistered proprietor.....	55
(Montreal), Business of.....	40	Review on question of.....	359
CLUB, Expulsion from.....	65	See PROCEDURE ; SECURITY FOR COSTS.	
CODIFICATION in the United States.....	353	COUNSEL FEES, Action for.....	153, 184
COLONIAL LAWS.....	136	COURT HOUSE, The Montreal.....	305, 339, 353
COMMITMENT, Error of date, etc.....	4	COURT OF QUEEN'S BENCH, Appeal side, Powers of.....	18, 22
COMMUNITY, Consorts married out of the Province of Quebec.....	69	CREMATION.....	136
Inventory.....	336	CRIMINAL LAW, A sketch of the, by Sir Jas. Stephen.....	209, 219, 225
COMPANIES, Agreements between Telegraph Incorporated under Imperial legislation.....	95, 129	CRIMINAL LAW MAGAZINE.....	425
COMPANY, Defence of shareholder to action for calls.....	23	CRIMINAL PROCEDURE—Defect in indictment	287
Transfer of shares in order to reduce capital stock.....	140	CRIMINAL PROSECUTION, Probable cause, 212, 213	
COMPENSATION, Plea of, to action on cheque,	130	CRIMINAL STATISTICS.....	121
CONSOLIDATION OF CAUSES.....	268	CRIMINALS AND EXECUTIONS.....	217
CONSPIRACY TO DEFBAUD, Indictment for..	162	CROSS (Mr. Justice), Letter to the Attorney General on the subject of Judicial Reform.....	313
CONTEMPT OF COURT, The Gray case in Ireland.....	265	DAMAGES, Personal injuries.....	88
Disobedience to orders.....	233	Caused by fall of snow from roof... 114	
Resistance to process.....	204	Caused by horse running away.... 182	
		To mill-owner by obstructing water-course.....	135
		Action for, on account of the obstruction of a water-course.....	199
		For criminal prosecution.....	212, 213

DAMAGES, For illegal arrest.....	340	EVIDENCE, Services of physician.....	133
For improvident registration.....	247	That ship was a British ship.....	144
For infringement of patent.....	412	Examination of executor.....	154
For instigating attachment of effects	198	Proof of acceptance of goods.....	196
No action for, on a count of alleged		Parole testimony of transfer.....	256
false affidavit in a suit.....	266	Test of skill before the jury.....	257
Other than interest for neglect to		Of payment.....	360
deliver debentures.....	132	Presumption of payment arising	
Settlement by one of two or more		from possession of security.....	379
persons liable.....	56	Required to prove charge of induc-	
DEAD BODIES, Stealing of, for the purpose		ing a non-voter to vote.....	417
of extorting a reward.....	416	Presumption of reconciliation in	
DEBENTURES issued by trustees of Quebec		case of slander.....	419
Turnpike Roads.....	242	Examination of instrumenting not-	
DEED, Signed by both parties, but not by		ary.....	426
notary.....	322	EXCEPTION TO THE FORM, Error in copy of	
DEMURRAGE.....	124	writ.....	175
DEPOSIT, Claim by third party—Absence of		EXECUTION, Opposition where part of the	
notice to depositary.....	247	debt has been paid.....	64
Evidence of.....	66	<i>Venditioni exponas</i> .....	72
DESPATCH OF BUSINESS.....	218	Exemptions from seizure.....	136
DISTRIBUTION OF JUDICIAL LABOR.....	306, 330	Sale of substituted property for debt	
DIVORCE, Insanity as a cause for.....	103	of <i>grevé</i> .....	219
Obtained in foreign country, rights		Sale by sheriff <i>super non domino</i> ....	231
of wife.....	79	For costs where motion has been	
Obtained abroad, validity of in U. S.	225	made for leave to appeal from in-	
DOMICILE (Matrimonial), in foreign country	69	terlocutory judgment.....	239
DONATION, Acceptance.....	162	EXECUTIONS in England in the last century	217
Action to rescind deed of—Offer of		EXECUTOR, Examination of, on behalf of	
donee to make a conditional re-		estate.....	154
conveyance.....	342	Grounds of removal from office....	197
By marriage contract.....	41, 48	EXHIBITS, Tax on.....	101, 302
DOWER, Renunciation of, by the wife....	327	FACTUM IN REVIEW.....	362, 363
DRUMMOND (Mr. Justice) The late.....	408	FACTUMS IN SUPREME COURT.....	57
EGLINTON, The Earldom of.....	384	FACTUMS, Objectionable.....	417
ELECTION ACT (Quebec), Security re-		FEMALE PLEADERS.....	192
quired.....	33, 38	FERRYMAN, Liability of proprietor of ferry	
ELECTION LAW, Intimidation.....	335	as a common carrier for property	
ELECTION, Inducing a non-voter to vote..	417	carried.....	181, 362
(Municipal), Contestation of.....	94	FLOGGING as a punishment for crimes of	
ELEVATED RAILWAYS.....	369	violence.....	249
EMPHYTEUSIS, What constitutes an.....	10	FOLGER (Chief Justice), Retirement of....	120
ENGLISH BAR, Influence of.....	160	FRANCE, Early Juridical History of—	
ENGLISH JUDGES, Habits of.....	225	.....	137, 145, 157, 164, 169
ESCHEAT.....	10	FREIGHT, Animals lost on the voyage....	149
EVIDENCE, Rules of Practice concerning... 17		FRENCH PRISONS AND CONVICT ESTABLISHMENTS	345
Proof of error in policy of insurance	42	FULLER'S IMPOSTORS AND ADVENTURERS....	169
Examination of the prisoner.....	50	GAMBLING CONTRACT.....	290
To establish adultery.....	106	GARNISHEE, Contestation of declaration....	72
The Judicial Oath.....	113		
Effect of notarial deed.....	126		

- GARNISHMENT. See SAISIE-ARRET.
- GRAY CONTEMPT CASE.....266, 298, 361, 402
- GUARANTEE..... 300
- GUARDIAN..... 240
- GUILTEAU TRIAL..... 50
- GUILTEAU, The attempt to murder..... 136
- HABEAS CORPUS, Error in commitment.... 4  
 Order made by Court of Queen's  
 Bench, Crown side.....18, 22  
 In civil matters.....293  
 To change custody of minor..... 386
- HINDOO CRITICISM..... 192
- HOLKER, The late Lord Justice.....161
- HOLOGRAPH WILLS.....417
- HOLT (Chief Justice), and the House of  
 Lords..... 114
- HONEY (Prothonotary), Fiftieth anniver-  
 sary of..... 410
- HUSBAND AND WIFE, Liability of husband for  
 expenses incurred for wife's sup-  
 port. .... 70  
 Right of a divorced wife to an ac-  
 count..... 79  
 Necessaries supplied for use of  
 family.....111, 112  
 Lease..... 131  
 Application for insurance in mutual  
 building society..... 179  
 Payment by wife of husband's debt 261  
 Ill-treatment constituting ground of  
 separation *de corps*..... 298
- HYPOTHEC, Priority of.... 215  
 Received in good faith on land, the  
 holder's title to which is subse-  
 quently annulled..... 250
- HYPOTHECARY ACTION, against *détenteur* of  
 property charged with constituted  
 rent..... 186
- INDEX REPORTER.....65, 382
- INDICTMENT, for conspiracy to defraud.... 162  
 Omission of the words "feloniously  
 and of his malice aforethought"  
 in averment of intent..... 287
- INJUNCTION, Interim order..... 131  
 Removal of completed work..... 259  
 To suspend suits until question is  
 decided in special case..321, 323, 353  
 Notice by telegraph..... 409
- INSANE, The custody of the..... 377
- INSANITY AS A DEFENCE..... 9
- INSANITY OF TESTATOR, Evidence of..... 81
- INSANITY as a cause for divorce..... 103
- INSCRIPTION FOR PROOF..... 93
- INSOLVENT ACT OF 1875, Liability of credi-  
 tors, when there are no assets.... 371
- INSURANCE, Legislation on..... 10  
 Provincial legislation on the sub-  
 ject of.....25, 33
- INSURANCE POLICY, Proof of error in..... 42
- INSURANCE (Fire), Rights of hypothecary  
 creditor who has effected insur-  
 ance to secure his claim..... 294  
 Subrogation..... 304  
 Statement as to distance of detached  
 building..... 392
- INSURANCE (Marine) Partial loss..... 383
- INTERDICTION, Revision of judgment of... 301-
- INTEREST, of party asking for an injunction 259
- INTERVENTION, Contestation of..... 160
- INVENTORY..... 421
- IRELAND, Administration of Justice in.... 160
- IRISH CRIME BILL..... 242
- JAMES, The late Edwin John..... 80
- JETTISON..... 149
- JETTISON OF DECK CARGO ..... 24
- JUDGES OF FRANCE, The..... 193
- JUDGMENT, Recall of..... 432
- JUDICIAL APPOINTMENTS.....192, 248, 368
- JUDICIAL APPOINTMENTS IN MANITOBA..... 329
- JUDICIAL CHANGES.... 51, 321, 337, 424
- JUDICIAL OATH (The) IN DANGER..... 113
- JUDICIAL RECREATION..... 377
- JUDICIAL SALE..... 256
- JUDICIAL REFORM, Letter of Judge Ramsay  
 to the Attorney General..... 273  
 Pamphlets by Messrs. Lafamme and  
 Lareau..... 297  
 Letter of Mr. Justice Cross to the  
 Attorney General..... 313  
 Suggestions as to most urgent needs  
 ..... 289, 330
- JUDICIAL WORK, Distribution of..... 65  
 Mr. Justice McCord's tables showing  
 distribution of, in the Province of  
 Quebec..... 306
- JUNK STORE, license fee..... 201
- JURIDICAL HISTORY OF FRANCE, Chief Justice  
 Sewell's Essay, 137, 145, 157, 164, 169
- JURISDICTION OF CIRCUIT COURT..... 72

JURISDICTION OF COURT OF QUEEN'S BENCH... 293	LIBRARIES, Public Free Libraries in Ontario 88
JURISDICTION OF DOMINION PARLIAMENT.... 116	LICENSE ACT OF 1878 (Quebec) ..... 72
As to temperance legislation..... 234	LICENSE FEES, Sale of liquor on board of
As to telephone companies..... 43	steamers navigating the St. Law-
JURISDICTION OF LOCAL LEGISLATURES... 58, 169	rence..... 169
Tax on exhibits..... 101, 397	LICENSES to sell liquor, Power to regulate 320
JURISDICTION, LOCAL AND FEDERAL.. 1, 153, 331	LITERARY MEN AS JUDGES..... 296
Manslaughter on the high seas... 144	LITIGANT, A persevering..... 200
JURY, Irregularities in the jury room.... 401	LITIGATION, A prolonged..... 248
JURY TRIAL, Motion for judgment on the	The growth of..... 369
verdict..... 55	LOCAL AND FEDERAL JURISDICTION—
JUSTICE OF THE PEACE..... 72	..... 1, 43, 58, 101, 116, 169, 234
Responsibility of..... 32	LOCAL JUDGES OF THE HIGH COURT..... 185
KEEPING HOUSES OF ILL-FAME, Recorder's	LOCAL LEGISLATURE, Powers of..... 120
Court, Montreal, has jurisdiction	Power to pass prohibitory liquor
over charge..... 342	laws as incidental to municipal
KNOWLTON DISTRIBUTING HOME..... 386	institutions..... 331
LAFRAMBOISE, Mr. Justice..... 40	LOCATION TICKET..... 310
LANDLORD'S RESPONSIBILITY..... 56	LUNAR AND CALENDAR MONTH..... 24
LARCENY ACT, Section 38..... 97	LUNATICS, Responsibility of..... 248
LARCENY, Appropriating monev received	McCORD's (Mr. Justice) Tables, showing dis-
for the purpose of getting it	tribution of judicial work..... 306
changed..... 161	MACKAY (Mr. Justice), Retirement of..... 337
LAW REPORTS, What shall be done with	MAJORITY OF SYNOD, Powers of..... 58
them..... 177	MAKING A QUORUM..... 51
LAW'S (The) DELAY..... 272	MALICIOUS PROSECUTION, Proof incumbent
LAWYERS IN LEGISLATURES ..... 192, 344	on plaintiff in action for..... 257
LAWYERS, Public relations of..... 296	MALICIOUS SEIZURE, Probable cause..... 109
LEASE, Husband and wife..... 131	MALINS, Vice-Chancellor..... 25
<i>Saisie-gagerie</i> for damages..... 156	MANDAMUS, to compel notary to complete
<i>Louage d'ouvrage</i> , Want of term... 194	deed signed by contracting parties 322
LEGACY, Particular legatee bound to pay	MANITOBA, The Bar of..... 194
the hypothee on the immoveable	MANSLAUGHTER ON THE HIGH SEAS..... 144
bequeathed to him..... 148	MANSLAUGHTER, Neglect to procure medical
Heirs sued for..... 375	attendance..... 241
To children born and to be born... 428	MARITIME COURT..... 129
LEGAL PROFESSION, The..... 200	MARRIAGE CONTRACT..... 328
LEGATEE, Liability of..... 410	Donation by..... 41, 48
LEGISLATION, Proposed..... 89	MARRIAGE, Dissolution of under agreement 192
LEGISLATURE, Member of Quebec—Pro-	MARRIAGE LICENSE, Omission to plead, in
perty qualification..... 95	suit for marrying a minor..... 302
Powers of local..... 1, 58	MARRIAGE of Roman Catholics by a Protest-
LESSOR AND LESSEE, Property temporarily	ant minister..... 51
in possession of tenant..... 298	With deceased wife's sister, 57, 98, 123
Obligations of lessor..... 426	MARRIED WOMAN. <i>See</i> HUSBAND AND WIFE.
<i>See</i> LEASE.	MASTER AND SERVANT—Servant using dan-
LIBEL..... 122	gerous animal after knowledge of
New trial for misdirection of jury... 173	danger..... 56
Charge of Mr. Justice Ramsay, in	The regulations of factories and mills
case of Reg. v. Whelan..... 318	are binding on the hands..... 363
	Injury to servant arising from his
	own imprudence..... 404

MEASUREMENT, The "toise".....	203	OPPOSITION.....	48
MENNONITE LAND QUESTION.....	416	By unregistered proprietor.....	55
MILLIONNAIRES of the U. S.....	408	Where part of debt has been paid..	64
MINISTERIAL CHANGES.....	248	For sum of ten cents.....	421
MINOR, Custody of.....	386	OPTION, Act equivalent to making.....	300
MISREPRESENTATION, Sale of shares of company which did not exist.....	268	PARLIAMENTARY FORMS, Assent to bill.....	57
MONTMAGNY ELECTION CASE.....	33	PARLIAMENT, Powers of.....	116
MONTREAL TELEGRAPH COMPANY.....	429	PARSONS (Theophilus), The late.....	41
MUNICIPAL BY-LAW not promulgated.....	272	PARTITION OF SUCCESSION, Action to set aside.....	421
MUNICIPAL ELECTION, Contestation of.....	94	PARTNER, Action against.....	111
MUNICIPAL INSTITUTION.....	330	PARTNERSHIP as assignees and brokers.....	179
MUNICIPAL OFFICE, School commissioner-ship	134	PATENT, Action to annul.....	412
MUNICIPAL ROAD.....	142	Imitation of principal parts of patented machine.....	412
MUNICIPAL TAXES, Prescription.....	154, 358	PAWNBROKER, Pledge seized in hands of... 103	
MURDER AND MANSLAUGHTER.....	90	PEERS, Privilege of.....	88
MUTUAL BUILDING SOCIETY, Distribution of assets.....	429	PEREMPTION, Useful proceeding.....	94
MUTUAL INSURANCE COMPANY, Action against policy-holder after cancellation of policy.....	135	PETITORY ACTION, Plea to.....	251
Rights of creditor.....	336	PHYSICIAN, Proof of services.....	133
Defence to action for assessment	369	PILLORY for woman-beaters.....	247
NAME, Change of.....	217, 410	PLEA—Delay granted to file plea, until another case is decided in appeal... 378	
NEGLECTANCE, Servant using dangerous animal.....	56	PLEADING, Contestation of simulated title . 55	
Contributory.....	120, 404, 410	Defence to petitory action.....	251
Horse running away.....	182	Effect of making a tender in one plea.....	309
Foot caught between rails.....	209	PLEDGE seized in hands of pawnbroker... 103	
Passenger leaving moving train....	384	POISONS, Sale of.....	17
Of contractor, Liability for.....	393	POWER to divide, Exercise of.....	431
Employee injured by his own imprudence.....	404	PRESBYTERIAN CHURCH CASE.....	58, 73
NEW LAW COURTS.....	416	PRESCRIPTION, Taxes made part of rent... 8	
NEW TRIAL.....	88	Of thirty years.....	55
For misdirection.....	173	Of ten years.....	72
On account of ignorance of counsel	194	Interruption of.....	154
NOISES AS NUISANCES.....	338	City taxes in Montreal.....	203
NOTARY, Duty of, where one of several deeds has been signed by both parties.....	322	Of promissory note.....	322
NOTE (BANK OF ENGLAND), Alteration of number.....	385	Interruption of.....	358, 376
NUISANCE, Pipe leading water from roof into street.....	40	PRINCIPAL AND AGENT, Ratification of act of agent.....	118
Telephone company.....	43	Suppression of material fact by agent	268
NUISANCES, Advertisements as.....	104	Undiscovered principal.....	309
From noises.....	338	PRINCIPAL AND SURETY.....	120
OFFICER, Salaries of federal employees....	48	PRISONER, Examination of.....	50
		PRIVILEGE, Travelling agent.....	144
		PRIVILEGE OF THE ACCUSED.....	169
		PRIVILEGED COMMUNICATION.....	357, 420
		PRIZE FIGHTS, Spectators at.....	113
		PROBABLE CAUSE.....	109, 340, 411
		For criminal prosecution.....	257

PROCEDURE, Amendment of writ and declaration.....	403	QUEBEC TURNPIKE ROADS, Debentures issued by trustees—Liability of the late Province of Canada.....	242
Appeal from interlocutory judgment	239	QUEEN'S BENCH, Jurisdiction of, on Habeas Corpus.....	293
Contestation of intervention.....	160	(Court of), Progress of business....	386
Deposit in review on several contestations.....	64	QUEEN'S COUNSEL, Appointment of.....	33, 344
Execution— <i>Venditioni exponas</i> .....	72	RAILWAY, Seizure of.....	120
Failure by clergyman (sued for marrying a minor) to plead license...	302	RAILWAYS, Elevated.....	369
<i>Folle-enchere</i> .....	328	RAMBLING RECOLLECTIONS of old Glasgow...	407
Form of proceeding to annul patent	412	RAMSAY (Mr. Justice), Letter of, to the Attorney General, on the subject of Judicial Reform.....	273
Furnishing correct copy of writ to defendant.....	175	(Mr. Justice), Charge in case of Reg. v. Whelan.....	318
Guardian—Rule for <i>contrainte</i> .....	240	RECALL OF JUDGMENT.....	432
Inscription for proof.....	93	RECORDER, Appointment of deputy.....	381
Motion for judgment on verdict of jury.....	55	RECORDER'S COURT, Jurisdiction of.....	343
Motion for security for costs 128, 336, 343	343	REGISTRATION, Form of.....	218
Omission to render judgment on dilatory exception.....	300	Improvident.....	247
Opposition on ground of partial payment.....	64	Marriage contract....	328
Peremption.....	94	Surety.....	72
Revision of judgment of prothonotary pronouncing interdiction...	301	Of trade-mark.....	99
Security for costs.....	94	RENT (constituted) <i>détenant</i> of property not personally liable for.....	186
Service upon witness.....	135	REPRESENTATION, Readjustment of.....	144
Service of writ of appeal.....	142	REPUTATION, Evidence of.....	56
See ACCOUNTANT; APPEAL; CAPIAS; CONSOLIDATION OF CAUSES; COSTS; EXCEPTION TO THE FORM; EXECUTION; FACTUM; HABEAS CORPUS; INDICTMENT; INJUNCTION; INTERDICTION; JUDGMENT; JURY TRIAL; MANDAMUS; OPPOSITION; PATENT; PLEA; REVIEW; SAISIE-ARRET; SECURITY FOR COSTS; SHERIFF'S SALE; TRIAL; WITNESS; WRIT.		RESCISSION of sale.....	421
PROHIBITION TO ALIENATE.....	120	RETURNING OFFICER. See Election Act.	
PROMISSORY NOTE, Absence of stamps.....	425	REVIEW, Deposit, where there are several contestations....	64
Endorser.....	368	Inscription for, where eighth day is non-judicial....	55
Evidence of payment.....	379	Where only a question of costs is involved.....	359
Prescription of.....	322	RIPARIAN RIGHTS.....	225
PROVINCIAL ATTORNEY GENERAL.....	429	RITCHIE, The late T. W.....	295
PROVINCIAL RIGHTS.....	10	SAISIE-ARRET, Attachment of assessments made by Mutual Insurance Company.....	336
As to insurance legislation.....	25, 33	Debt which becomes due to defendant between service of attachment and declaration of garnishee....	252
PUBLIC OFFICER, Responsibility of.....	411	Petition to obtain <i>mainlevée</i> of, upon depositing moneys in Court....	335
PUNISHMENT, Fast days for prisoners.....	160	Seizure of wages.....	153
QUALIFICATION of member of Quebec Legislature.....	95	SAISIE-GAGERIE. See Lessor and Lessee.	
		SAISIE-REVENDEICATION.....	247

SALARIES of federal officers not seizable under 38 Vic. c. 12 (Quebec).....	48	SHIPPING, Interpretation of charter party..	196
SALE, Acceptance of goods.....	309	Jettison of deck cargo.....	24
En bloc—Deficiency—		SIGNIFICATION OF TRANSFER.....	186, 418
..... 72, 84, 91, 105, 128,	130	SIMULATED TITLE.....	55
In asking for rescission of sale, vendor must offer back price received by him.....	421	SIMULATED DEED.....	415
(Judicial) without <i>déplacement</i> .....	256	Resiliation of.....	381
Of assets of building society, action to set aside.....	171	SIMULATED SALE, Effect of cancellation as to a hypothec given previously to a lender in good faith.....	250
Of stolen effects.....	310	SLANDER, Action by servant against master	291
Proof of acceptance.....	196	Charge of intemperance.....	420
Time of delivery stipulated.....	218	Delay to plead to action of.....	378
SCHOOL COMMISSIONER, not a municipal officer.....	134	Evidence of reconciliation.....	419
SCIRE FACIAS, to annul patent.....	412	Privileged communication.....	357
SEAMEN'S ACT, 1873.....	74, 85, 160	Publication.....	164
SEAMEN'S WAGES, Action for.....	48, 135	Variance of time.....	382
SECURITY FOR COSTS, on contestation of collocation.....	94	SOLIDARITY, Damages resulting from a <i>débit</i>	56
Motion for.....	128, 336, 343	Of partners in firm of assignees and brokers.....	179
From opposant.....	160	SPECTATORS AT PRIZE FIGHT.....	113
On appeal from judgment setting aside deed of donation.....	246	STAMP DUTIES, Abolition of.....	65
From company having no place of business in the Province.....	372	Act repealing.....	75
SENTENCE, Increase of punishment.....	241	STATUTE, 37 Vict. (Can.) cap. 103, declared to be <i>ultra vires</i> .....	116
SEPARATION from bed and board, Grounds for	41	(Quebec) 38 Vic. cap. 64 held <i>ultra vires</i> .....	58
SEPARATION <i>de corps</i> .....	298	41 Vict. (Can.) c. 16, "The Canada Temperance Act, 1878," held constitutional.....	234
Execution of judgment of.....	374	STEPHENS' Quebec Law Digest.....	382, 425
SEQUESTRATOR to estate after judgment removing executor.....	134	STOCK SPECULATION.....	290
SERVICE OF SUMMONS on witness.....	135	STREAMS, Improvement of.....	393
SERVICE OF WRIT of appeal.....	142	STUDY FOR THE LEGAL PROFESSION.....	91
SERVITUDE, Land on lower level.....	187	SUBROGATION.....	304
SETTLEMENT BETWEEN PARTIES.....	378	SUBSTITUTION, Sale of effects for debt of <i>grévé</i> .....	219
SEWELL, Chief Justice, on the early juridical history of France, 137, 145, 157,	164, 169	SUCCESSION, Act equivalent to declaration of acceptance.....	327
SHAREHOLDER, Action for calls.....	23	Action to set aside partition of....	421
May sue in his own name for rescission of transfer by corporation of its franchises.....	12	SUEZ CANAL, Legal position of the.....	258
SHERIFF'S SALE, Petition to vacate, on the ground of an unexpired right of <i>emphyteusis</i> .....	10	SUITS, SHAM.....	410
<i>Super non domino</i> .....	231	SUNDAY RAILWAY TRAINS.....	200
SHIP, Foreign vessel, Suit for wages.....	135	SUPREME COURT OF CANADA, Bill amending Acts relating to.....	57, 99, 105, 153
Seamen's Act, 1873.....	74, 85, 160	SUPREME COURT OF THE UNITED STATES....	201
SHIPOWNER, When liable for negligence of pilot employed by compulsion....	383	SURETY.....	136
		Liberation of.....	72
		Discharge of first endorser of note..	368
		Liability of, when official assignee appointed creditors' assignee, 338,	339
		SYNOD, Powers of majority.....	58



TAXATION AND CONFISCATION.....	63	VERDICT, Uncertainty of.....	136
TAXATION, Direct and indirect.....	101, 397	Where evidence is conflicting.....	88
Of insurance companies.....	321, 323, 353	VICE-ADMIRALTY COURT.....	136
Exemption from.....	144		
TAXES, Prescription.....	8	WAGERING CONTRACT.....	342
TELEGRAPH COMPANIES, Agreements between	95	WAGES, Seizure of.....	153
TELEGRAPH COMPANY, Liability of, 84, 87,	160	WAREHOUSE RECEIPT given by owner of the	
TELEPHONE COMPANIES.....	41, 43	goods.....	263
TEMPERANCE LEGISLATION, Powers of the Do-		WARRANTY.....	72, 84, 91, 105, 128, 130
minion Parliament.....	234	(Implied), that article furnished for	
TEMPORALITIES FUND CASE.....	73	particular service shall be efficient	
TOISE of stone.....	203	.....	201, 204
TOWAGE, Contract for.....	135	WATER COURSE.....	135
TRADE-MARK, comprising name and armorial		Action for damages for obstruction of	199
bearings.....	396	Diversion of.....	225
Infringement of.....	176	Obstruction of.....	187
Registration.....	99	WIFE. See HUSBAND AND WIFE.	
TRIAL, Irregularities in the jury room....	401	WILL.....	431
Privilege of the accused.....	169	Admitting torn will to probate....	425
Tests before the jury.....	257	Evidence of insanity of testator....	81
TRUST FUNDS.....	329	Interpretation of, with reference to	
TRUST, Transfer of stock held "in trust" ..	66	powers of executor.....	364
TURNPIKE GATES, Injunction to order re-		Mental condition of testatrix.....	375
moval of, refused.....	259	Need not be wholly written by in-	
		strumenting notary.....	375
ULTRA VIRES.....	12	WITNESS, Attending under subpœna, Ser-	
USAGE, Mercantile.....	353	vice of summons upon.....	135
USUFRUCTUARY.....	136	"WITNESS MY HAND," Origin of the phrase	248
Action by.....	249	WORDS—"Act of God".....	296
		"Advocate".....	381
VAGRANCY, Using insulting language from		"Dealing in similar articles".....	310
a window.....	357	"License and regulate".....	201
VENDITIONI EXPONAS.....	72	" Municipal institution".....	331
VENEREAL DISEASE, Communication of, a		"Police limits".....	343
ground for separation from bed		" Prompt despatch ".....	124
and board.....	41	WRT, Amendment of.....	403
VERDICT, on indictment for assault with in-		WRT OF ERROR, On what questions it may	
tent to rob.....	144	be allowed.....	162